Document généré le 8 mai 2024 06:49

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

L'économie®

Alain Deneault

Numéro 305, automne 2014

URI : https://id.erudit.org/iderudit/72424ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Deneault, A. (2014). L'économie®. *Liberté*, (305), 45–46.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ALAIN DENEAULT

ZONE FRANCHE

L'économie®

Pour changer le monde, la critique de l'économie devra être radicale.

Ils se disent hétérodoxes, critiques ou même atterrés. Parmi la corporation, une minorité d'économistes capables d'autonomie intellectuelle mène une fronde contre la doctrine autoréférentielle tenant lieu de réflexion théorique dans les écoles de commerce, départements universitaires, médias, groupes d'influence et ministères compétents. Pour donner le change à l'idéologie de la Société du Mont-Pèlerin, de l'École de Chicago ou de la Table ronde européenne, idéologie qu'on retrouve dans des institutions comme le Fonds monétaire international, l'Union européenne et les États signataires d'accords de libre-échange, des acteurs autorisés se manifestent dans les pays riches, de Joseph Stiglitz à Thomas Piketty en passant, ici, par Ianik Marcil et Sylvie Morel, sans parler de moult organisations. En mai dernier, las, quarante-deux collectifs étudiants de dix-neuf pays, soutenus à leur tour par maints économistes de renom, ont publié un manifeste en appelant au renouvellement de l'enseignement de l'économie dans les écoles compétentes, au nom du pluralisme.

En l'occurrence, cette « critique économique » a souvent pris la forme d'une dénonciation nécessaire des constructions sémantiques et notionnelles promues par la doctrine officielle. Les Économistes atterrés signalent par exemple dans leur manifeste que l'endettement des États, contrairement à la propagande quotidiennement réitérée, n'est pas provoqué par une hausse des dépenses, mais par de coûteux plans de sauvetage que les États eux-mêmes ont élaborés au profit des institutions financières responsables de la crise de 2008. L'économiste iconoclaste Frédéric Lordon démontre pour sa part que les entreprises ne créent pas d'emplois mais transforment en situation d'embauche des contextes macroéconomiques de demande sur lesquels ils n'ont que fort peu de pouvoir. Autre exemple, Paul Jorion, qui considère les modalités immunitaires du système financier international permettant le sauvetage d'entreprises multinationales comme des signes avant-coureurs de son effondrement plutôt que comme des gages de sa prétendue puissance.

Aussi, ce positionnement hétérodoxe consiste en la défense et l'illustration de mesures autres que celles auxquelles les pouvoirs politiques nous ont habitués. Au Québec, l'Institut de recherche et d'informations socio-économique (IRIS) propose de créer de nouveaux paliers d'imposition ; Jacques Généreux, pour sa part, soutient des politiques d'investissement public dans des secteurs d'activité susceptibles d'embauches massives tandis que le fiscaliste Richard Murphy milite pour qu'on revoie la taxation internationale selon des déclarations de revenus et d'activités « pays par pays », de façon à empêcher des délocalisations d'actifs factices dans des législations de complaisance aux fins d'évitement fiscal.

Le caractère salutaire de telles prises de position ne fait aucun doute tellement le soliloque de l'adversaire semble interminable. À ce stade de l'histoire, toutefois, demandons-nous si de telles recommandations techniques sont suffisantes, si on s'arrêtera là, au pourtour d'une discipline – les « sciences économiques » – qui s'est trouvée établie elle-même par les idéologues dénoncés. Ou est-ce qu'on n'en viendra pas à affirmer que le titre d'« économiste » dont on se targue pour mener l'offensive critique n'est pas lui-même tributaire de l'organisation que l'on vitupère. Ne devrait-il pas lui-même se trouver emporté par la critique, de façon à redonner à l'économie ses droits, en vertu de toutes les disciplines qui ont contribué à la développer dans l'histoire, pour finalement considérer tout citoyen apte à la penser indépendamment des titres et des diplômes ?

Que vaut la doublure critique d'un monologue idéologique ?

Les démonstrations techniques qu'étaie l'hétérodoxie économiste pour réfuter les positions officielles ne suffisent pas à faire changer d'avis les responsables politiques et autres titulaires de décisions publiques, tout simplement parce que les « théories » économiques dominantes qu'il s'agit de critiquer ne sont pas, justement, des théories – elles constituent plutôt la justification épistémologique d'un programme de domination de classe. La mauvaise foi au centre de ce dispositif « théorique » permet aux intéressés de tordre le discours autant qu'il est nécessaire de façon à poursuivre des pratiques et des politiques qui satisfont l'oligarchie. Dans un livre au titre franc, *À quoi sert un économiste* (La Découverte, 2014), la sociologue Mariana Heredia présente la confrérie, au terme d'une enquête empirique, comme une horde d'idéologues prêts à toutes les improvisations et à toutes les contradictions pour permettre l'application d'un programme d'exploitation profitant à une minorité. La critique a l'insigne mérite de rendre patent cet état de fait ; ainsi conçue, elle n'ira toutefois pas plus loin. À quoi bon développer éternellement la doublure critique d'un discours idéologique qui respire la mauvaise foi ? Il ne suffit pas de proposer un impôt ici plutôt que là, un indice à 10 % plutôt qu'à 4 %, de valoriser le travail plutôt que le capital ou de songer à un tarif douanier dans tel secteur qu'on présente

comme vulnérable… Si ces réflexions sont aussi légitimes que nécessaires, on ne saurait pour autant réduire à de telles opérations mentales la définition de l'« économie ».

La critique est invitée aujourd'hui à contester les « sciences » économiques elles-mêmes, non pas tant en transposant dans le domaine de la « croyance » un certain nombre de

Personne n'est économiste.

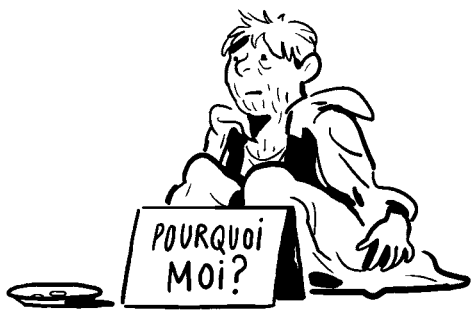
dogmes aveuglément promus dans ces milieux autorisés, mais en élargissant le cadre même de ce que l'on considère relever de l'économie au point où personne ne puisse se prétendre l'expert attitré de ce domaine. Personne n'est économiste ; chacun l'est au regard de pratiques ou de connaissances diversifiées.

Les économies

On n'aurait jamais dû convenir, à la fin du dix-neuvième siècle, de ce qu'une science se prétende propre à la chose de l'*économie,* se présente ainsi comme dépositaire du sens premier de son lexique et brevette, en quelque sorte, un discours jusque-là mobilisé par toutes les disciplines du savoir et des pratiques culturelles. L'opération a pourtant été si parfaitement effectuée qu'on l'a aujourd'hui oubliée. *Économie* est un mot qui, avant la fondation de cette jeune discipline, permettait de penser globalement et dans des champs spécifiques le phénomène des rapports structurés, et ce, de façon féconde et pertinente. Dans des domaines aussi variés que la théologie, le droit, l'esthétique, les mathématiques, la philosophie, la linguistique, la sociologie ou la psychologie, on développait des « économies » régionales, soutenues par les notions afférentes de *circulation,* de *valeur* et d'*investissement* qui permettaient des réflexions sur la mise en relation d'éléments concertés. *Économie* est un terme récurrent sur lequel butent les traducteurs du Nouveau Testament, tandis qu'il fonde le fonctionnement de l'appareil psychique dans la métapsychologie de Sigmund Freud et le système de signification du linguiste Algirdas Julien Greimas.

L'économie, comme le suggérait André Gide dans son roman *Les faux-monnayeurs,* se trouve jusqu'au fondement des sciences de la nature. Dans son « spectacle » diversifié par tant de lois, elle a « essayé tour à tour toutes les façons d'être vivante » et appelle donc cette exclamation : « Quelle économie a permis la subsistance de certaines formes ! » Puisse-t-on désormais penser l'économie à partir de ces profondeurs intuitives. Elle relève de telles sphères de questionnement bien plus que du seul champ d'études de la production de biens et services au profit de la satisfaction de besoins ou de désirs formatés par lui.

Cette critique radicale de l'économie génère bien davantage qu'une seule relecture alternative des dogmes que produisent ceux qui s'érigent en titulaires de sa signification propre. Elle permet de comprendre comment ces banquiers du sens que sont les « économistes » d'appareil enferment la pensée dans le périmètre étroit de leur discipline, notamment de par leur usage frénétiquement récurrent de certains concepts, modèles et agencements. *La philosophie comme pensée du monde selon le principe de la plus petite quantité de force* (notre traduction), ouvrage publié par le philosophe et biologiste Richard Avenarius en 1876, décrit l'acte de penser en tant qu'il coupe court à des opérations singulières et particulières pour ménager ses ressources au sens physiologique. Il en coûte de réfléchir d'un point de vue biologique et il importe pour le corps d'économiser des opérations mentales. Pour ce faire, la pensée s'alloue ce qu'Avenarius nomme les « affirmations » (*Aussagen*). Celles-ci ont pour fonction de neutraliser le sens d'événements particuliers ou de choses en constante mutation, en leur opposant des schèmes standards qui tiennent lieu de réflexions circonstancielles. La valeur (*Gültigkeit*) des « affirmations » tient à leur faculté de convenir aux situations les plus diverses, en s'adaptant à elles à chaque occurrence, moyennant ainsi un minimum d'investissement, soit ce que réalisent, de manière optimale et excessive, les sciences dites économiques. Il s'agit d'incorporer dans un modèle qui leur est indépendant ce qui, à partir de l'ensemble des choses existantes, nous est déjà commun. Ce principe de



stabilité économique, au sens biologique du terme, consiste à réduire au maximum les dépenses dans le travail d'adaptation au changement. Cette économie explique le peu d'aptitudes qu'ont ceux qui s'en présentent comme les experts de penser l'ipséité, la chose sensible, l'exception, le singulier, en rejetant comme vain, voire dangereux, tout ce qui ne s'intègre pas à leur modèle aveugle. Est économique en ce sens l'appareillage qui permet d'intégrer, dans un moindre effort, tout changement extérieur et toute individualité, au profit d'un système – la pensée des « sciences » économiques – devenu médiocre et destructeur, de par sa structure même, de par tout ce qu'il ne comprend pas. L

Alain Deneault est auteur d'essais critiques sur la finance et les politiques économiques. Son dernier essai, *Paradis fiscaux. La filière canadienne,* est paru chez Écosociété en 2014.

DESSIN : JULIEN CASTANIÉ